

## Les partis politiques et l'Europe

Cette note a pour objet de faire un inventaire des propositions programmatiques des différents partis politiques sur l'Europe.

Les matériaux utilisés sont uniquement les documents émanant de ces organisations : parfois ceux-ci remontent –à défaut de mieux- à quelques années et notamment ceux produits pour les élections européennes de 2009.



**« Les Verts »** : Source : Projet 2007 : « Le monde change avec les verts changeons le monde » : Les Verts se déclarent des europhiles convaincus partisans d'une Europe fédérale. Ils proposent notamment :

- Une politique culturelle et une harmonisation de l'éducation : mettre en place une dimension européenne dans tous les programmes éducatifs nationaux ; promouvoir l'éducation à l'écologie par des cours spécifiques dans tous les Etats membres ; harmoniser les diplômes
- L'Europe : lieu de construction de la conscience européenne : développer un service volontaire européen plus fort ; dans le domaine du sport : créer une équipe olympique européenne ; créer une chaîne de télévision généraliste
- Changer la politique monétaire : revenir sur l'indépendance de la BCE ; mettre en place une sélectivité du crédit auprès de la banque européenne d'investissement (BEI) ; sortir des critères de Maastricht (budgétaire et endettement) des investissements réalisés dans le cadre de la décroissance de l'empreinte écologique ; mutualiser à l'échelle européenne des réserves d'or des banques centrales nationales ; alléger le poids de la dette publique des Etats en permettant leur refinancement par des emprunts publics européens
- L'Europe : lieu de régulation de la mondialisation économique et financière : faire de l'impôt sur les sociétés une nouvelle ressource fiscale pour l'Union ; mettre en place des pollutaxes sur tous les carburants d'origine fossile ; réserver l'accès au marché européen aux produits et services qui respectent les conventions de l'OIT ; limiter la part du capital flottant (mis sur le marché) des entreprises à 49% de façon à rendre plus difficile les OPA hostiles

**MODEM : Mouvement Démocrate** : Source : « Le projet humaniste » adopté le 6 décembre 2009 (Congrès d'Arras) : Chapitre 6 : « Europe et international » :

- Redonner de l'ambition à l'Europe : une utilisation en France des symboles de l'Europe (drapeau, hymne...); une ouverture de l'Ecole à l'Europe dans les programmes scolaires ; une élection du Président de l'Union au suffrage universel par les citoyens de l'Europe et une élection du Parlement sur une circonscription paneuropéenne
  
- Une gouvernance européenne au service de la croissance : créer un Conseil de la politique économique de la zone euro avec des instruments d'action nouveaux comme une ligne de crédit adossée à la BCE, une sorte de Fonds Monétaire Européen ou encore une agence européenne d'émission de la dette publique ; mettre en place un véritable budget européen (financé par des ressources propres) ; doter l'Union Européenne d'une autorité de supervision unique pour les banques, les assurances et les marchés financiers ; réguler les hedge funds et revenir à un encadrement des marchés à terme y compris celui des matières premières ; séparer les banques de dépôts et les établissements financiers spéculatifs ; supprimer les paradis fiscaux avec un calendrier contraignant ; encourager le comportement responsable des grandes entreprises avec une norme comptable fondée sur la responsabilité sociale et environnementale ; taxer les transactions purement spéculatives ; envisager la création d'une bourse européenne ; soutenir les rapprochements entre entreprises pour susciter des « champions européens » ; mettre en place un véritable Small Business Act ; réserver une part de la commande public aux TPE/PME ; intégrer les objectifs environnementaux et sociaux dans les échanges internationaux à travers une réforme de l'OMC ; faciliter la création d'un panier mondial de grandes monnaies ; réguler les marchés agricoles au niveau mondial.

**Parti Socialiste** : Sources : « Convention nouvelle donne internationale et européenne » (octobre 2010) ; « Projet socialiste : le changement » (mai 2011) ; voir aussi éventuellement : Manifeste du PSE (juin 2009) ; « Remettons l'Europe au travail » (PSE juin 2010)

Document d'octobre 2010 :

Doter l'Europe de mécanismes de gouvernance économique s'appuyant sur trois piliers :

- *la solidarité* : avec un mécanisme européen permanent de stabilité financière ; l'émission d'obligations européennes ; un système monétaire mieux régulé et plus équilibré ;
- *la concertation et la responsabilité collective* afin de dépasser le pacte de stabilité et privilégier la mise en place de mécanismes de concertation en amont des budgets nationaux autant que le renforcement de l'harmonisation fiscale ;
- *la régulation prudentielle* : renforcer les règles prudentielles applicables aux banques, encadrer strictement les produits dérivés, améliorer la transparence et l'indépendance de la notation financière par la création d'une ou plusieurs agences européennes de notation et instituer une taxe sur les transactions financières des banques ; agir contre les paradis fiscaux et la fraude internationale

2) Rendre à l'Europe sa capacité à conduire des politiques publiques ambitieuses :

Réformer la PAC afin de répondre aux grands défis environnementaux ; faire preuve de volontarisme européen concernant les énergies, les transports, la bio-tech, info-tech et gree tech ; avancer sur le projet d'une Communauté européenne de l'énergie ; étendre le dispositif ERASMUS à l'ensemble des étudiants de l'Union en cours de mastère ; doter l'Union de moyens financiers avec de nouvelles sources de revenus (taxation sur les transactions financières)

3) Remettre la solidarité et le progrès social au cœur du projet européen :

- Priorité à l'harmonisation fiscale
- Adoption d'une directive cadre pour les services publics et sociaux
- Elaboration d'un mécanisme de convergence sociale = adopter un nouveau pacte de progrès
- Instaurer un salaire minimum
- Fixation d'objectifs quantifiés pour les dépenses d'éducation

- 4) Fixer à l'Union des limites claires, faire avancer l'Union Européenne méditerranéennes et relancer le moteur franco-allemand

*Document de mai 2011 :*

Le projet reprend les propositions précédentes mais de plus il critique « le pacte de compétitivité » qui n'est qu'un pacte d'austérité ; il demande une redéfinition du rôle de la BCE qui devrait davantage soutenir les Etats en difficulté ; il souhaite l'émission d'eurobonds et que soit revu le traitement des dépenses d'avenir dans le cadre du pacte de stabilité ; il propose qu'un « serpent fiscal européen » permette d'avancer en ce qui concerne la convergence fiscale.

Par ailleurs, dans le cadre de la relation franco-allemande, le projet propose la mise en place d'une Université technologique européenne.

Concernant la défense des intérêts européens le projet propose de développer, en matière de commerce international, la notion de « juste échange » et en particulier, que les huit Conventions de l'OIT soient inscrites dans les règles du commerce international ainsi que les normes de lutte contre le réchauffement climatique de même que les normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens.

Dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux entre l'UE et des partenaires étrangers le projet plaide pour le renforcement des clauses de sauvegarde et de réciprocité visant à garantir la loyauté des échanges.

**UMP** : Source : « Le projet de la majorité présidentielle : 30 propositions pour une Europe qui protège et qui agit » (pour les élections européennes de juin 2009) :

1 : Coordonner les plans de relance : Investir massivement dans les secteurs industriels en difficulté. Soutenir les partenariats publics - privés

2 : Moraliser le capitalisme financier : Etre à la pointe du combat en faveur d'un développement global durable. Rester en initiative dans les discussions du G20 pour bâtir l'édifice de nouvelles relations internationales. Aucune zone de la finance ne doit échapper à la régulation. Instaurer un dialogue entre les grandes zones monétaires mondiales. Renforcer la coordination entre les différentes autorités nationales de contrôle des établissements financiers.

3 : Redynamiser les bassins industriels : Agir contre les délocalisations dans les bassins industriels européens. Assouplir et renforcer les critères d'aides au Fonds d'Ajustement à la mondialisation. Développer un programme spécial « Interreg Industrie » lorsqu'une même entreprise européenne rencontre des difficultés dans plusieurs régions différentes. Relocaliser les activités en aidant la reconversion des bassins industriels les plus touchés.

4 : Développer de nouvelles solidarités et protéger les salariés : Comblent le fossé qui existe en matière entre les Etats en matière de normes sociales. Garantir la reconnaissance de nos modèles sociaux nationaux. Construire un dialogue social européen.

5 : Préserver des services publics efficaces : Défendre et clarifier le champ des services publics auxquels nous tenons.

6 : Une Europe sans impunité : Instaurer des instruments de coopération policière avec des plans d'alerte enlèvement nationaux et le réseau Euronet de lutte contre la cybercriminalité. Reconnaître et exécuter rapidement les décisions de justice. Renforcer nos frontières.

7 : Protéger les citoyens les plus fragiles : Rendre juridiquement contraignante la Charte des Droits fondamentaux. Lutter contre toutes les formes de discrimination. Instaurer une carte d'invalidité réellement européenne qui reconnaisse le handicap. Développer l'accessibilité des structures d'accueil pour les tout petits comme pour les personnes du 4<sup>ème</sup> âge. Eriger un espace européen de l'adoption.

8 : Protéger les citoyens sur Internet et les consommateurs : Harmoniser par une directive les conditions d'étiquetage, les délais de rétractation, les conditions de livraison, les informations. Offrir un cadre de protection des données personnelles sur Internet.

9 : Défendre nos intérêts commerciaux : Veiller à ce que le commerce international soit loyal et que les bénéfices soient réciproques. Intégrer dans les discussions sur le commerce international des exigences en matière de droits du travail, de préservation de la souveraineté alimentaire des Etats et de la sauvegarde de l'environnement. Lutter contre la contrefaçon.

10 : Faire preuve de fermeté sur l'immigration et l'asile : Suivre la mise en œuvre du Pacte sur l'immigration notamment à travers l'agence FRONTEX : mieux organiser l'immigration légale ; lutter contre l'immigration clandestine ; renforcer l'efficacité des contrôles aux frontières extérieures ; bâtir une Europe de l'asile.

11 : Un acteur diplomatique global : Développer la coopération consulaire et une meilleure sécurité pour nos compatriotes vivants en dehors de l'Union. Avec la Turquie ou la Russie construire ensemble un espace économique et humain commun un véritable partenariat. Mutualiser une partie de nos forces militaires de manière autonome et complémentaire de l'OTAN. Renforcer nos capacités industrielles militaires. Se doter de capacités pour lancer rapidement des opérations là où nos intérêts sont menacés.

12 : L'Union pour la Méditerranée : Investir dans des projets en matière de développement rural, d'accès à l'eau, de sécurité sanitaire, de dépollution, d'autoroutes maritimes, d'énergies renouvelables, d'infrastructures, de recherche

13 : Acheter ensemble notre énergie : Agir pour une initiative européenne de la sécurité énergétique. Développer les énergies renouvelables. Créer une centrale européenne d'achat du gaz. Poursuivre l'intégration du marché intérieur de l'énergie.

14 : Faire face aux catastrophes : Mettre en place une force de protection civile. Créer à l'échelle européenne un fonds de solidarité pour venir en aide aux citoyens européens résidant ou voyageant hors des frontières de l'Union.

15 : Faire mieux fonctionner la coordination économique européenne : Renforcer le rôle protecteur de l'euro, améliorer le dialogue avec la BCE, s'armer contre les délocalisations. Aller plus loin dans la coordination des politiques budgétaires et fiscales.

16 : Investir pour l'après crise : Doter l'Union d'un budget au service de l'investissement. Affirmer clairement notre opposition à tout prélèvement supplémentaire et notre attachement à la souveraineté fiscale des Etats. Mutualiser certaines ressources nationales. Affecter une large partie des recettes de la vente des droits d'émission de gaz à effet de serre aux nouvelles politiques orientées vers l'éco-croissance. Se doter de capacités de financement innovantes comme l'emprunt communautaire. Mettre en œuvre une taxe « carbone » sur les produits importés en Europe et qui ne respectent pas les normes environnementales des producteurs européens. Créer une Caisse des dépôts européenne.

17 : Dessiner notre « monde d'après » : Proposer un « Stockholm de l'environnement ». Définir les secteurs stratégiques où l'Europe devra concentrer ses investissements.

18 : Valoriser l'Outre – Mer : Prendre en compte les spécificités de l'Outre- Mer dans toutes les politiques européennes. Identifier et valoriser les apports de l'Outre-Mer à la construction du nouveau modèle d'éco-croissance. Défendre les intérêts commerciaux des productions d'Outre-Mer dans les négociations commerciales.

19 : Innover ensemble : Définir des critères obligatoires pour les dépenses publiques et privées en matière d'innovation et de recherche. Travailler à une mutualisation croissante des budgets nationaux mais aussi aux partenariats publics-privés ainsi qu'à une extension du crédit impôt recherche. Réorienter massivement les crédits vers des secteurs d'avenir : nanotechnologies, santé, biodiversité, énergies renouvelables, matériaux, transports ou les

technologies de l'information et de la communication. Bâtir un véritable « Espace européen de la recherche » : échanges entre sites, entre chercheurs et mise en place du brevet communautaire.

20 : Une Europe de l'industrie et des projets : Pour des règles équitables de concurrence, contre le dumping social, monétaire ou fiscal. Nous n'avons pas à nous excuser d'un certain patriotisme industrie européen ! Construire un marché intérieur qui stimule l'emploi industriel. Lancer des grands chantiers industriels continentaux à l'image de Galiléo et du GPS européen. Surveillance maritime systématique. Développer un réseau européen de bornes de rechargement de la voiture électrique, le ticket de métro européen interopérable d'une ville à l'autre, d'un mode de transport à l'autre, la carte de crédit européenne, le développement des réseaux de transport européens.

21 : Placer la petite et moyenne entreprise au cœur de la relance européenne : Valoriser le rôle de l'entrepreneur de PME en lui assurant un statut adapté à sa prise de risque. Réduire par l'aménagement d'outils sociaux et fiscaux les coûts liés au développement de marchés extérieurs. Développer une véritable « politique européenne de sécurité financière des PME ».

22 : Continuer le combat pour l'environnement : Assurer le suivi des objectifs fixés et l'application des textes adoptés sous Présidence française sur tous les sujets : eau, biodiversité, transport, produits chimiques, déchets. Développer les énergies renouvelables marines, le ferroutage et le transport maritime et fluvial, la mise en place des trames vertes et bleues par les Etats sur l'ensemble du territoire européen. Assumer le leadership dans la lutte contre la déforestation au niveau international. Associer nos partenaires à la lutte contre le changement climatique.

23 : Construire notre souveraineté alimentaire par une agriculture durable et une alimentation sûre : Maintenir une PAC forte et adaptée aux enjeux d'aujourd'hui : sécurité sanitaire, contribution aux besoins alimentaires mondiaux, environnement. Exiger la réciprocité et promouvoir les exigences de qualité et de durabilité auprès de nos partenaires commerciaux. Promouvoir une pêche européenne durable en renforçant la concertation et la lisibilité sur la mise en place des quotas. Développer à l'échelle européenne une politique qui protège et valorise nos forêts.



24 : S'engager avec les pays du Sud : Replacer l'agriculture en tête de l'agenda de coopération et favoriser la souveraineté alimentaire des pays les plus pauvres.

25 : Relever le défi de la santé : Mettre en place un plan européen de lutte contre la maladie d'Alzheimer et les maladies neuro-dégénératives

26 : Stimuler la création culturelle : Eriger un « Espace commun européen de la culture ». Mettre en œuvre –dans l'environnement numérique- un droit de propriété intellectuelle. Ajuster le taux de TVA des biens culturels : disques, vidéos ... à celui des livres (5,5%). Créer en France une Université Européenne des Arts. Bâtir une véritable industrie cinématographique et audiovisuelle européenne. Labelliser des monuments européens. Editer un manuel d'histoire européen.

27 : Faire de l'Europe une réalité pour les jeunes générations : Créer un Pass'Europe –sous forme de chèques vacances- pour les jeunes de 18 à 25 ans. Elargir la base des programmes orientés vers la jeunesse notamment le service volontaire européen.

28 : Harmoniser les cursus universitaires et délivrer des diplômes européens : Mener à bien une deuxième étape du « processus de Bologne » (=convergence des systèmes d'enseignement supérieur). Proposer Erasmus pour les étudiants mais aussi pour les enseignants. Soutenir la création de diplômes conjoints bilingues entre universités européennes. Développer le trilinguisme.

29 : Désenclaver la ville et les quartiers : Développer des transports urbains propres. Mettre en œuvre des plans d'action sur la mobilité urbaine. Consolider des métropoles de dimension européenne.

30 : Favoriser des échanges gagnants entre européens : Proposer des programmes de mobilité à diverses catégories : apprentis, chercheurs, élus locaux, jeunes exclus du système scolaire, militaires, séniors.... Faire progresser le droit de la famille pour adopter rapidement des règles harmonisées (mariages entre binationaux, divorces, règles de succession)

**Front de gauche** : Positions des 21 avril 2009 : « L'Europe et le Monde » ; 4 mai 2009 : « la politique économique et l'Europe : le libéralisme contre la démocratie » ; 12 mai 2009 : « la stratégie de Lisbonne : une stratégie néfaste pour adapter l'Europe à la mondialisation libérale » ; 25 mai 2009 : « Refonder la politique européenne en matière de solidarité internationale » ; 2 mai 2011 : « Pour mener une politique de gauche en France et pour changer l'Europe il faut commencer par dire non au pacte euro-plus Sarkozy/ Merkel »

21 avril 2009 : Il faut passer d'une logique d'accords commerciaux imposant un libre échange destructeur à celle d'un échange d'intérêt réciproque. L'Union Européenne doit annuler les dettes des pays les plus démunis. Il faut en finir avec la « Françafrique », favoriser un nouveau type de développement, contrôler les mouvements de capitaux et une taxe sur les mouvements de capitaux.

Il faut aussi s'opposer au grand marché transatlantique et à toute perspective de partenariat stratégique et idéologique privilégié avec les USA. Nous défendons la perspective d'une refondation complète des institutions financières internationales ainsi que de l'OMC.

4 mai 2009 : dénonce les traités européens et le traité de Lisbonne : ainsi le protocole stipule que « le marché intérieur ... comprend un système garantissant que la concurrence est libre et non faussée ». idem concernant la politique budgétaire et monétaire (art 119 TFUE ; art 4 du TCE) (art 120 TFUE ; art 98 TCE), la politique commerciale (articles 23 et 25 du TCE et 30 du TFUE), la politique industrielle (art 157 TCE ; art 173 TFUE). L'ensemble de l'architecture économique de l'Europe doit être remise à plat.

12 mai 2009 : critique de la stratégie de Lisbonne lancée en mars 2000 : celle-ci est maintenant déclinée en 28 objectifs principaux et 120 sous-objectifs. Elle s'appuie sur 117 indicateurs.

Cette stratégie de Lisbonne – critiquée de tous côtés- a été relancée en mars 2005 et recentrée sur la croissance et l'emploi.

Pour le Front de gauche la croissance ne peut résider sur un accroissement indifférencié et incontrôlé des biens et services au détriment des équilibres écologiques de la planète, de la montée des besoins factices et des inégalités. Nous devons établir un nouveau mode de développement social et écologique et au sein de l'Europe établir une « cinquième liberté » : la libre circulation des connaissances.

25 mai 2009 : Refonder la politique européenne en matière de solidarité internationale :

1 : Parce que nous sommes profondément européens nous pensons que l'UE a une responsabilité particulière dans le défi majeur du XXIème siècle consistant à refonder les bases économiques, écologiques et politiques du développement mondial.

2 : L'ensemble des candidats du Front de gauche accepte avec enthousiasme de signer la Charte des engagements en faveur d'une Europe solidaire, cohérente et démocratique proposée par Coordination Sud.

3 : En matière de solidarité internationale le Front de gauche estime qu'on ne peut se contenter de réformes à la marge : on ne refondera pas la solidarité internationale sans une remise en cause du capitalisme et du système financier mondial, du productivisme et des principes libéraux

4 : Propositions :

- Réorienter l'aide au développement vers la promotion de l'auto-développement
- Changer radicalement les politiques migratoires en considérant que les migrations sont une chance pour le développement
- Encourager un recentrage de l'agriculture européenne sur son marché intérieur
- Donner l'exemple en Europe sur l'amélioration du droit des femmes et soutenir la cause de tous les mouvements du Tiers Monde qui luttent en faveur de l'égalité homme-femme
- Combiner développement et lutte contre le changement climatique
- Lutter contre le commerce des armes

2 mai 2011 : le Front de gauche dénonce le pacte « Euro plus » (Conseil européen des 24 et 25 mars) qui conduit à la mise sous tutelle des peuples. Il faut une véritable alternative de rupture avec le libéralisme et le productivisme

**Front National** : Sources : Note sur l'Europe (non datée) ; Conférence de presse Jean-Marie Le Pen (24 juin 2008) ; « Comment sortir de l'euro ? Les 12 étapes essentielles » (Marine Le Pen – 7 décembre 2010)

Note non datée sur l'Europe : Extraits : La politique d'immigration : L'Europe est le premier continent d'immigration : 1,4 million d'entrées contre un peu plus de 1 million au Canada et aux Etats-Unis réunis, sans parler des entrées illégales qui seraient au minimum de 500.000 par an. Face à l'arrivée massive de clandestins sur tout le territoire européen, la Commission européenne a décidé de créer, le 3 octobre 2005, FRONTEX, une agence européenne de gestion des frontières extérieures de l'UE. C'est un gadget coûteux et dérisoire. Rétablir les contrôles aux frontières intérieures de l'Europe ainsi que dénoncer les accords de Schengen.

La mondialisation : Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin du communisme à l'Est, tous les verrous protecteurs de la souveraineté nationale semblent avoir sauté les uns après les autres. Le monde est libéré de toute contrainte étatique, économique, sociale et livré aux seules forces du marché via le libre-échange mondial. Les organisations internationales chargées de réguler ce marché (OMC, Banque Mondiale, FMI, OCDE) ou de régler les conflits politiques (ONU, OTAN) ont échoué. Rétablir la préférence communautaire (quotas, taxes d'effet équivalent, clauses de sauvegarde, droits de douane remboursables) pour lutter contre le dumping social, fiscal ou environnemental et considérer comme produit européen tout produit dont 50% au minimum des composants ont été fabriqués en Europe.

Souveraineté : Organiser une tournée des capitales européennes pour proposer à nos partenaires européens une renégociation radicale des traités dans le sens d'une Europe d'Etats souverains coopérant sur des sujets d'intérêt commun. Leur laisser un délai court pour répondre tout en mettant en route des réformes que nous jugeons urgentes dans des domaines non encore communautarisés comme la fiscalité ou l'immigration. En cas de réponses négatives ou de non-réponse dans le délai fixé, organiser un référendum sur le thème : « la France doit-elle reprendre son indépendance vis-à-vis de l'Europe de Bruxelles ? ». Refuser le principe de la citoyenneté européenne

Sécurité : Refuser la coopération policière au sein d'Europol. Refuser Eurojust et son corolaire le réseau judiciaire européen. Refuser la mise en œuvre d'un mandat d'arrêt européen.

Conférence de presse du 24 juin 2008 : 1) La crise politique et institutionnelle, celle du modèle fédéraliste de l'UE est absolument évidente : une majorité de citoyens de l'union refuse le modèle de « l'Europe Titanic ». Le traité de Lisbonne est mort (= *après le vote négatif en Irlande*). 2) Un effondrement mondial du système économique, monétaire, bancaire et financier est en cours. ... Un sursaut est essentiel. Il faut mettre en place un « bouclier anti-crise » par une politique créatrice de valeur pour les peuples et rétablir une Europe socialement responsable et politiquement assise sur les nations souveraines.

Un certain nombre d'enquêtes montrent qu'une majorité de citoyens européens jugent « négatif » l'impact de l'Euro sur l'économie de leur pays. Aussi au nom de tous les Français, je lance un défi solennel au nouveau Président de l'Union Européenne celui d'établir un « Euro – Or » seul moyen de sauvegarder notre intégrité face à l'idéologie destructrice de la BCE

Marine Le Pen : 7 décembre 2010 : « Comment sortir de l'euro ? »

1 : Négocier avec les autres pays européens qui souffrent de la monnaie unique une « sortie groupée » de la zone euro et de l'Union Européenne

2 : Créer un « ministère des souverainetés », ministère technique transversal chargé de coordonner la restauration de la souveraineté de la France dans tous les domaines (monétaire, budgétaire, commercial, migratoire, militaire, diplomatique, juridique.)

3 : Préparer la fabrication de la nouvelle monnaie nationale, le Franc pour éviter la rupture des signes monétaires sous contrôle de la Banque de France

4 : Restaurer la Banque de France dans ses prérogatives d'institution monétaire

5 : Abroger la loi du 3 janvier 1973 qui interdit à l'Etat d'emprunter à la Banque de France et qui l'oblige à se financer de façon onéreuse auprès des banques privées et des marchés financiers internationaux

6 : Seule, ou avec d'autres pays, la France annonce officiellement qu'elle se dote d'une monnaie nationale le Franc et qu'elle quitte en conséquence la zone euro

7 : Mettre en circulation les nouvelles pièces et billets de Franc et autoriser la double circulation avec l'euro pendant 1 à 2 mois.

8 : Etablir de façon temporaire un contrôle des changes, levé, une fois la situation financière stabilisée

9 : Au bout de 2 mois de double circulation seul le Franc a cours légal en France

10 : La parité fixée est la suivante : 1 euro = 1 franc avec un taux de change fixe et ajustable. Par conséquent : le prix des biens de consommation ne changera pas pour éviter à nouveau un mouvement très inflationniste comme lors du passage du Franc à l'euro. *Exemple : la baguette d'1€ passerait à 1 Franc et non à 6,57 (en 10 ans perte de 40% de pouvoir d'achat !). Il n'est pas question de revenir au Franc « Pinay » soit 1 € = 6,57F.*

11 : Désormais la politique monétaire de la France est conduite conjointement par le ministre de l'Economie et des Finances ainsi que par le gouverneur de la Banque de France, sous contrôle populaire, par une commission de surveillance parlementaire.

Dans un premier temps, le Franc devrait paradoxalement se réévaluer de X% face au dollar, à la Peseta, à la Drachme, à la Lire, à la Livre Sterling compte tenu de l'état relatif de décomposition des pays de la zone euro (hors Allemagne) monétaire voire des USA. Grâce à notre politique économique et à la stabilité que nous allons devoir rétablir au niveau domestique, nous serions dans un deuxième temps contraints de pratiquer une dévaluation compétitive maîtrisée. Cette dévaluation prévisible de l'ordre de 20 à 25% du Franc aurait plus d'avantages que d'inconvénients. Elle augmenterait certes de 20% la dette extérieure ... mais cette dévaluation produirait des effets très positifs sur la dynamique de l'économie nationale compensant largement la hausse provisoire de la dette : gains de compétitivité, soutien aux exportations.

12 : En fonction de l'évolution du SMI, le Franc pourrait être adossé ultérieurement à un étalon monétaire polymétallique constitué d'un panier de monnaies et de métaux précieux.

« Avec la dislocation de la zone euro, la monnaie d'occupation est morte, alors vive le Franc ! »